



UNION EUROPEENNE
Délégation de l'Union européenne
en République libanaise

Beyrouth, le 18 Octobre 2013

Communiqué de presse

Les Ambassadeurs de l'Union européenne rencontrent le Président de la République

Les Ambassadeurs de l'Union européenne ont rencontré ce matin S.E. le Président de la République Michel Sleiman. Les discussions ont porté sur la situation générale au Liban et dans la région, l'impact du conflit syrien sur le Liban ainsi que le partenariat entre l'Union européenne et le Liban.

Suite à la réunion, l'Ambassadeur Angelina Eichhorst a fait la déclaration suivante :

"Les Ambassadeurs de l'Union européenne au Liban ont remercié le Président de la République de les avoir rencontrés aujourd'hui. Nous avons réitéré à Son Excellence notre soutien au Liban, et discuté avec lui comment nous pouvons aider encore davantage le pays à sortir de la crise.

Le Liban subit de plein fouet l'impact de la crise syrienne sur tous les plans. La politique de dissociation formulée dans la Déclaration de Baabda demeure essentielle pour que le Liban reste à l'écart du conflit syrien. L'Union européenne appelle encore une fois toutes les parties à se conformer à cet engagement et soutient l'appel au dialogue du Président Sleiman. Il faut un gouvernement de plein exercice pour assumer les responsabilités essentielles et prendre les décisions qui s'imposent, que ce soit en terme de gestion de la crise des réfugiés ou bien de gouvernance nationale et d'obligations internationales.

L'Union européenne salue les efforts des services de sécurité y inclue l'Armée qui font un travail remarquable dans des circonstances difficiles. La justice doit faire respecter les règles de droit et combattre l'impunité. En plus des contributions déjà fournies par les Etats membres de l'Union européenne pour renforcer la stabilité du pays, que ce soit en aides substantielles et directes aux services de sécurité ou par le biais de leurs contributions à la FINUL, nous sommes en train d'approfondir notre coopération avec tous les services de sécurité, y inclue l'Armée.

Globalement, l'Union européenne reste le premier partenaire commercial du Liban et le premier donateur avec 1,3 milliard d'euros en dons et prêts en cours. Nous continuons à intensifier les échanges en application de l'Accord d'Association et de notre Plan d'Action en cours, et par le biais de nos positions politiques communes et nos programmes de coopération.

Concernant l'impact financier immédiat de la crise syrienne, nous mettons tout en œuvre pour aider à répondre aux besoins pressants des Libanais et des réfugiés, par l'aide humanitaire d'urgence ainsi que par le développement des infrastructures et des

services de base. Ces jours-ci encore 70 millions d'euros supplémentaires seront alloués par l'agence humanitaire de l'UE, ECHO, pour aider les réfugiés les plus démunis à passer l'hiver. Cette contribution de l'Union européenne permettra de couvrir l'ensemble des besoins identifiés et programmés pour les réfugiés syriens les plus démunis pendant l'hiver dans le cadre du programme de 'winterisation' développé par la coordination inter-agence ici au Liban. Cela représente de l'assistance pendant 5 mois - de novembre à mars - pour 90 000 familles vivant 1) au-dessus de 500m d'altitude et/ou 2) dans les 'informal tented settlements' 3) 10% des familles syriennes vulnérables vivant en dessous de 500m.

En tout, les institutions européennes et les Etats membres ont déjà alloué plus de 500 millions d'euros au Liban pour répondre aux conséquences de la crise syrienne sur le pays. La plupart des fonds a été allouée aux Nations unies comme le HCR, UNICEF et PAM, mais une grande partie en cours va directement au Gouvernement libanais pour couvrir les besoins des familles libanaises hôtes dans les municipalités les plus pauvres.

L'Union européenne continue à préparer l'avenir et encourager les secteurs productifs de l'économie libanaise, et à saisir aussi les opportunités que peuvent offrir de nouveaux secteurs, dans le domaine du pétrole et du gaz par exemple. L'accession à l'Organisation Mondiale du Commerce accompagnée de programmes structurels pour en tirer le plus grand profit doit rester une priorité. Toute une série de projets de loi devrait être discutée au Parlement, y compris la loi électorale en vue des échéances démocratiques qui approchent. L'adoption d'un budget national est un élément essentiel de bonne gouvernance et de gestion des priorités nationales et des obligations internationales, y compris la contribution annuelle au Tribunal Spécial pour le Liban qui reste due pour 2013.

L'Union européenne avec tous les Etats membres continue de soutenir la stabilité, la sécurité, l'unité et l'indépendance du Liban, et appuie le soutien international fort au Liban tel qu'exprimé récemment à New York au sein du Conseil de Sécurité et en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. En ces temps de crise économique et de restrictions budgétaires, nous mobilisons toutes les énergies et rechercherons toutes les synergies en partenariat avec les institutions nationales, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé, pour maximiser notre aide dans les domaines qui servent au mieux le Liban et tous ceux qui y vivent".